



Conseil Municipal du 30 Avril 2014

Loos, le 30 Avril 2014

Madame le Maire donne lecture du rapport suivant :

Mes Chers Collègues,

- Le budget primitif présenté est un budget à minima et qui n'a pu faire l'objet d'une analyse approfondie.
- La nouvelle équipe est arrivée sans pouvoir influencer ni sur la lettre de cadrage ni sur les fiches budgétaires. Elle n'a donc eu aucune marge de manœuvre dans les prévisions du budget primitif 2014. Les prévisions budgétaires ont été reprises telles que présentées par l'équipe précédente.
- La section fonctionnement permet d'assurer la continuité du service public et la section investissement correspond à la situation laissée par la majorité précédente.

Les prévisions inscrites au budget primitif seront modifiées en cours d'exercice par l'assemblée délibérante, qui votent des décisions modificatives. Le budget supplémentaire, sera probablement établi au tout début du second semestre de l'année, et aura essentiellement pour objectif de hiérarchiser les priorités et d'affiner les prévisions budgétaires de l'exercice 2014.

Limitations rencontrées lors de la réalisation de nos travaux

- Nous n'avons pas pu baser nos travaux d'analyse sur les comptes administratifs 2013. Nos travaux se sont limités à la reprise des informations comptables et financières élaborées par l'équipe municipale sortante.
- Le compte administratif 2013 n'est pas encore approuvé. Pour rappel, il a été proposé de reporter le vote du compte administratif 2013, du compte de gestion et de l'affectation du résultat courant mai ou mi-juin.
- Un budget supplémentaire sera également proposé dès que nous aurons une meilleure visibilité des finances de la ville.

Par rapport au budget primitif présenté, nous souhaitons attirer votre attention sur les points suivants :

- Absence de prise en compte par l'ancienne majorité des éventuels coûts liés à la réforme des rythmes scolaires ;
- Les excédents de la RME entre le budget primitif et le budget supplémentaire (BS) seront probablement révisés à la baisse (entre 50 à 100 K€) ;
- L'équipe majoritaire s'attache à rechercher des pistes d'économies sur les dépenses qui ont fortement progressé sur l'année 2013 (fluides, communication, publications diverses, fournitures administratives, etc...).

Le budget supplémentaire ne devrait pas présenter de grosses modifications dans les grandes masses par rapport à ce budget primitif (il permettra simplement de hiérarchiser les priorités, d'identifier des éventuelles sources d'économies possibles sur certains postes de fonctionnement afin de permettre d'utiliser ses marges de manœuvre à d'autres axes prioritaires (rythmes scolaires, audit, culture, etc..)).

Sommaire

- | | |
|---|-------|
| 1. Rétrospective sur les dépenses et recettes de fonctionnement | P. 4 |
| 2. Etat des restes à réaliser 2013 (investissements) | P. 8 |
| 3. Le budget primitif 2014 | P. 13 |
| ➤ les recettes de fonctionnement | |
| ➤ les dépenses de fonctionnement | |
| ➤ les dépenses d'investissement | |
| ➤ le financement de l'investissement | |

Section 1 Rétrospective sur les dépenses et recettes de fonctionnement

01. Rétrospective sur les dépenses et recettes de fonctionnement

02. Etat des restes à réaliser de l'année 2013 (investissements)

03. Le budget primitif 2014

1. Les dépenses et les recettes de fonctionnement
2. Les dépenses de personnel
3. Le détail des charges à caractère général
4. Etat des restes à réaliser 2013 au niveau de la section investissement

1. Les dépenses et recettes de fonctionnement

1.1. Rétrospective 2011 – 2013 et budget 2014

Recettes de fonctionnement

Recettes (en K€)	CA 2011	CA 2012	CA 2013	BP 2013	CA 2013	BP 2014	var. BP n/n-1 en €	var. BP n/n-1 en %
Total des recettes réelles de fonctionnement	23 110	23 429	25 038	23 516	25 038	24 197	681	2,90%
Evolution annuelle en €	1 040	319	1 609	1 522	1 609	(841)		
Evolution annuelle en %	4,71%	1,38%	6,87%	6,47%	6,87%	-3,48%		
Evolution de CA à BP			de CA 2013 à BP 2013	de CA 2013 à BP 2014				

Dépenses de fonctionnement

Dépenses (en K€)	CA 2011	CA 2012	CA 2013	BP 2013	CA 2013	BP 2014	var. n/n-1 en K€	var. n/n-1 en %
Total des dépenses réelles de fonctionnement	19 393	20 579	21 897	21 486	21 897	22 205	719	3,34%
Evolution annuelle en €	287	1 187	1 318	411	1 318	308		
Evolution annuelle en %	1,50%	6,12%	6,40%	1,91%	6,40%	1,39%		
Evolution de CA à BP			de CA 2013 à BP 2013	de CA 2013 à BP 2014				

Nous pouvons observer une progression constante de nos recettes (+6,87% entre 2012 et 2013) notamment grâce à :

- la progression de nos produits fiscaux liée aux nouvelles constructions (516 000 €) ;
- l'augmentation du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC : +113 000 €) et de la dotation de solidarité urbaine (DSU : +334 600 €)
- à l'excédent de la régie municipale de l'électricité (+ 23,70 % soit 700 K€ contre 565,9 K€ en 2012).

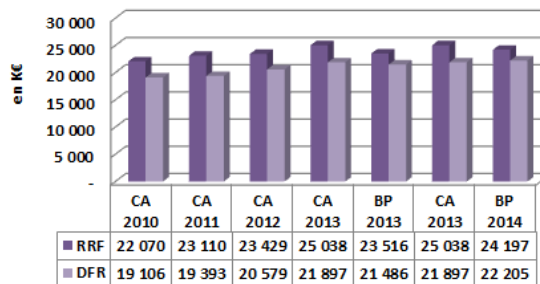
Le budget primitif 2013 prévoyait des recettes à hauteur de 23 516 K€ soit une hausse par rapport au BP 2014 de 2,90%, essentiellement liée à la progression des bases fiscales.

Néanmoins par rapport au réalisé 2013 et le BP 2014, la baisse des recettes 2014 s'explique par :

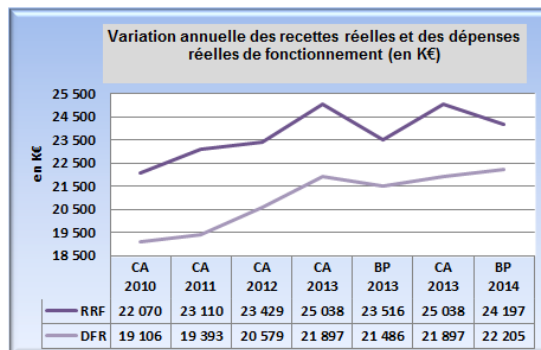
- une reprise sur provision en 2013 de 703 821 € pour passer l'échéance 2012 de l'emprunt Eur/CHF en consignation ;
- la baisse de l'excédent de la RME (150 000 €) ;
- une baisse de la DGF de 151 000€.

Contrairement à ce qui a été annoncé et promis lors de la précédente mandature les charges de fonctionnement n'ont pas été diminuées, ni même stabilisées, elles ont bel et bien été en progression constante.

Variation annuelle des recettes réelles et des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)



Variation annuelle des recettes réelles et des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)



1. Les dépenses et recettes de fonctionnement

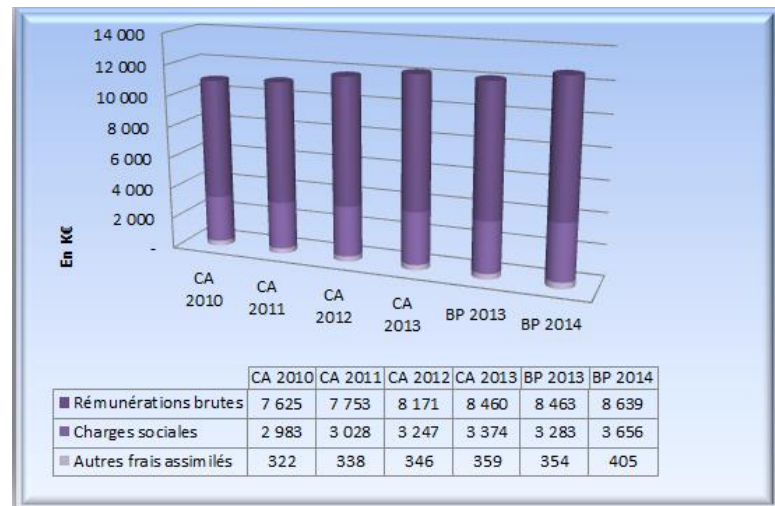
1.2. Rétrospective 2011 – 2013 et budget 2014

Sur les charges de personnel

Nature (en K€)	CA 2011	CA 2012	CA 2013	BP 2013	CA 2013	BP 2014	var. BP n/n-1 en €	var. BP n/n-1 en %
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	11 119	11 764	12 193	12 100	12 193	12 700	600	4,96%
Variation n/n-1 (en €)	189	645	429	93	429	507		
Evolution en %	1,73%	5,80%	3,65%	0,77%	3,86%	4,16%		
Evolution de CA à BP			de CA 2013 à BP	de CA 2013 à BP				

Détail de l'évolution des charges sociales et frais assimilés de 2011 à 2013 et budget 2014

Nature (en K€)	CA 2011	CA 2012	CA 2013	BP 2013	CA 2013	BP 2014	var. BP n/n-1 en €	var. BP n/n-1 en %
Rémunérations brutes	7 753	8 171	8 460	8 463	8 460	8 639	176	2,08%
Charges sociales	3 028	3 247	3 374	3 283	3 374	3 656	373	11,36%
Autres frais assimilés	338	346	359	354	359	405	51	14,47%
Sous-total chapitre 012	11 119	11 764	12 193	12 100	12 193	12 700	600	5,10%
Evolution annuelle en K€	189	645	429	93	429	507		
Evolution annuelle en %	1,7%	5,8%	3,6%	0,77%	3,5%	3,99%		
Evolution de CA à BP			de CA 2013 à BP 2013	de CA 2013 à BP 2014				



Les charges de personnel prévisionnelles sont en augmentation de 4,2% par rapport aux dépenses réalisées en 2013. Cela s'explique par :

- 7 nouvelles embauches de stagiaires recrutés courant 2013 : 170 000 €
- Embauche de 8 contrats aidés : 150 000 €
- Les changements d'échelons : 30 000 €
- L'augmentation du SMIC : 15 000 €
- Des augmentation de cotisations CNRACL / +1.55% (passe de 28,85% à 30,40%)
- Augmentation Ircantec : Tranche A : passe de 3,68 % à 3,80% et la Tranche B passe de 11,83 % à 11,98%.

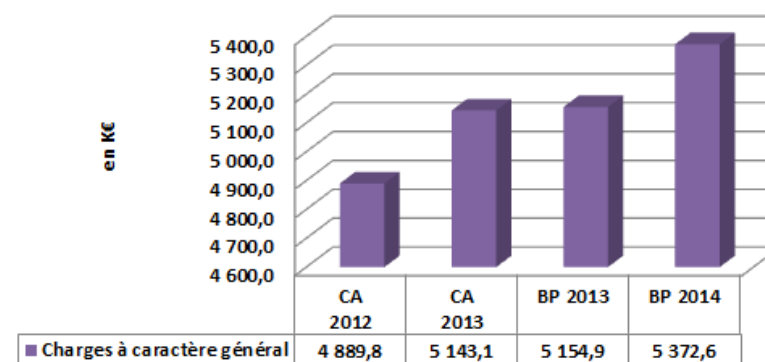
3. Les dépenses et recettes de fonctionnement

3.1. Rétrospective 2010 – 2013 et budget 2014

Sur les charges à caractère général

Nature (en K€)			var. en €		var. en %		var. BP n		var. BP n	
	CA 2012	CA 2013	BP 2013	CA & BP 2013	CA & BP 2013	BP 2014	/ BP n-1 en K€	/ BP n-1 en %		
Achats de prestations de services	201,0	211,3	209,0	(2,3)	-1,1%	239,7	31	14,7%		
Achats non stockés de fournitures diverses	830,1	833,1	823,5	(9,6)	-1,2%	840,0	17	2,0%		
Achats non stockés de combustibles	438,7	532,9	440,0	(92,9)	-17,4%	480,0	40	9,1%		
Achats non stockés de carburants	60,2	52,5	58,0	5,5	10,5%	61,0	3	5,2%		
Achats non stockés d'alimentation	687,4	730,4	687,0	(43,4)	-5,9%	718,8	32	4,6%		
Achats non stockés fournitures d'entretien	56,9	73,1	62,3	(10,8)	-14,7%	67,3	5	8,0%		
Achats non stockés fournitures de petit équipés	365,9	335,7	322,3	(13,3)	-4,0%	393,0	71	21,9%		
Achats non stockés vêtements de travail	28,1	37,7	38,3	0,6	1,5%	39,6	1	3,5%		
Achats non stockés fournitures administratives	261,2	291,6	247,4	(44,2)	-15,2%	262,5	15	6,1%		
Achats non stockés fournitures de livres - disques	31,2	30,0	36,0	6,0	20,0%	37,0	1	2,8%		
Achats non stockés fournitures scolaires	52,2	53,8	57,0	3,2	5,9%	60,0	3	5,3%		
Achats non stockés d'autres matières	62,9	112,5	81,7	(30,8)	-27,4%	60,0	(22)	-26,6%		
Contrats de prestations de services	7,8	4,9	14,2	9,3	190,5%	11,3	(3)	-20,4%		
Locations immobilières	4,6	2,2		(2,2)	-100,0%		-	#DIV/0!		
Locations mobilières	112,1	125,2	121,9	(3,3)	-2,6%	115,5	(6)	-5,2%		
Charges locatives	4,8	2,7	6,0	3,3	124,7%	6,0	-	0,0%		
Entretiens et réparations	650,8	566,5	748,6	182,2	32,2%	741,7	(7)	-0,9%		
Maintenances	82,2	107,5	142,0	34,5	32,1%	163,2	21	14,9%		
Primes d'assurance	65,7	69,2	72,8	3,6	5,3%	72,0	(1)	-1,1%		
Services extérieurs - études et recherches	18,6	4,7	10,0	5,3	114,4%	8,0	(2)	-20,0%		
Services extérieurs - divers - documentations	22,4	23,4	20,8	(2,6)	-11,2%	20,4	(0)	-1,8%		
Services extérieurs - divers - versement	26,7	34,0	39,0	5,0	14,7%	38,2	(1)	-2,0%		
Services extérieurs - autres frais	84,3	53,3	48,1	(5,3)	-9,9%	38,8	(9)	-19,3%		
Honoraires d'intermédiaires	58,6	86,8	49,2	(37,6)	-43,3%	53,1	4	7,9%		
Publicités - relations publiques	257,8	291,3	301,1	9,8	3,4%	320,9	20	6,6%		
Transports - transports collectifs	96,4	108,5	121,0	12,5	11,5%	161,3	40	33,3%		
Déplacements - missions	4,6	4,8	0,5	(4,3)	-89,5%	5,0	5	900,0%		
Frais d'affranchissements	65,0	69,2	64,9	(4,3)	-6,3%	65,1	0	0,4%		
Frais de télécommunications	125,5	122,5	142,0	19,5	15,9%	126,5	(16)	-10,9%		
Divers	55,4	99,7	102,9	3,2	3,2%	110,3	7	7,2%		
Autres personnels extérieurs	53,9	46,0	49,5	3,5	7,5%	52,0	3	5,1%		
Total charges externes	4 873,1	5 116,7	5 116,8	(0,1)	0,0%	5 368,1	251	4,91%		
Autres charges du chapitre 011	16,7	26,5	38,1	(11,7)	-44,1%	4,5	(34)	-88%		
Sous-total charges à caractère général (011)	4 889,8	5 143,1	5 154,9	(11,8)	-0,2%	5 372,6	218	4,22%		
Evolution annuelle en K€	82,4	253,3								
Evolution annuelle en %	1,7%	5,2%								

Variation annuelle des charges à caractère général en K€



Les charges à caractère général (chapitre 011) ont augmenté de 6,85 % entre 2009 et 2013. L'évolution moyenne sur quatre ans est de 1,70 %.

Par contre sur l'exercice 2013, les charges à caractère général ont augmenté de +5,2% (253 K€) par rapport à 2012 (augmentation de la consommation des fluides, de l'alimentation, hausse des dépenses de publicités et relations publiques, forte progression également des fournitures administratives et de l'entretien des espaces verts, etc...).

Dans le contexte de la raréfaction des ressources, conséquence directe de la crise économique et sociale, la maîtrise des dépenses de gestion doit guider l'élaboration du budget supplémentaire.

La mise en place d'une cellule achat est en cours de réflexion pour atteindre cet objectif.

Observations : budget primitif sans tenir compte des coûts liés à la réforme des rythmes scolaires par exemple...

Section 2 Etat des restes à réaliser de l'année 2013 (investissements)

01. Rétrospective sur les dépenses et recettes de fonctionnement

02. Etat des restes à réaliser de l'année 2013 (investissements)

03. Le budget primitif 2014

1. Etat des restes à réaliser (investissements)

2. Les restes à réaliser

➤ Les restes à réaliser 2013 en dépense s'élèvent à 2 193 873 € et en recette à 34 345 €.

Parmi les subventions d'investissement 2014 :

Subventions	1 351 000,00 €
Subvention de la DRAC pour la valorisation des façades de l'Hôtel de Ville	465 000,00 €
Subvention ANRU pour la requalification rue Jules Vallès	603 000,00 €
Subvention Région pour la requalification rue Jules Vallès	143 000,00 €
Subvention de l'Etat pour l'aménagement de la place Jean Jaurès	50 000,00 €
Subvention de l'Etat pour l'aménagement de la place Jean Zay	50 000,00 €
Réserve parlementaire pour la vidéo protection	20 000,00 €
Aide régionale pour un audit sur la sécurité informatique	20 000,00 €

Deux subventions étaient déjà inscrites précédemment :

400 000 € de la DRAC pour la valorisation des façades de l'Hôtel de Ville au BP 2013

50 000 € de subvention de l'Etat pour l'aménagement de la place Jean Jaurès au BS 2013

Or, dans le cadre de la M14, seuls les arrêtés de subventions notifiés peuvent être pris en compte dans le calcul des RAR. Les lettres annonçant un accord de principe pour l'octroi d'une subvention ne constituent pas des RAR.

En l'espèce, nous ne sommes pas en possession des arrêtés de subventions pour ces 2 recettes.

Nous ne sommes donc pas en mesure de les reprendre dans les RAR de recettes.

Les autres subventions n'étaient pas inscrites dans les budgets précédents.

2. Etat des reports de la section investissement

2 031	Prestations préalables ou concomitantes à des travaux d'investissement repris sous le vocable Etudes dans la M14	166 930,92
	Définition des aménagements Espace F.Mitterrand	47 840,00
	Accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées (CSPS)	37 464,00
	Place Jean-Jaurès	6 714,34
	Antenne mairie à l'Epi de Soil : bureau de contrôle et CSPS	3 556,90
	Local de la Tête de Cheval (Conception, bureau de contrôle, cps)	53 225,37
	Prestations graphiques (Aire de jeux Jean Zay)	5 850,00
	Mise en valeur de l'Hôtel de Ville	1 686,36
	Vidéoprotection	10 593,95
2 051	Logiciels	2 931,18
	Logiciels	2 931,18
2 112	Terrains de voirie	20 568,33
	Barrières et clôtures Espaces verts Léo Lagrange	20 568,33
2 113	Terrains aménagés autres que voirie	200 241,27
	Travaux Place Jean-Jaurès	200 241,27
2 128	Autres agencements et aménagements de terrain	50 963,31
	Clôture, sol et jeux Aire de jeux Jean Zay	50 963,31
21 311	Hôtel de Ville	99 179,91
	Aménagements Mairie Annexe Eurasanté	99 179,91

2. Etat des reports de la section investissement

21 318	Travaux autres bâtiments publics	878 914,33
	Vidéoprotection	357 720,13
	Travaux permettant l'accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées	329 976,44
	Complexe : poste transfo	66 180,66
	Cité des enfants : Cuisine et assainissement	37 794,48
	Toitures	35 176,90
	Travaux de mise en conformité (électricité...) bâtiments communaux écoles	18 237,15
	Protection physique des bâtiments communaux (CCAS)	11 430,77
	Equipements de cuisine Restaurant scolaire	7 170,02
	Eclairage public	6 361,74
	Travaux de chauffage	5 890,34
	Travaux d'isolation et extension du local des jardiniers	2 975,70
21 534	Réseaux d'électrification	94 167,87
	Travaux de maintenance	15 586,87
	Valorisation en éclairage Place J.Jaurès	41 312,11
	Fourniture et pose de mats Square E.Thomas	37 268,89
21 568	Autres matériels et outillage incendie	795,15
	Matériel incendie	795,15
2 183	Matériel de bureau et matériel informatique	4 179,15
	Renouvellement matériels informatiques	4 179,15

2. Etat des reports de la section investissement

2 184	Mobilier	17 399,30
	Mobiliers antenne mairie à l'Epi de Soil	6 271,21
	Mobiliers de bureaux Mairie	5 284,12
	Mobiliers divers	4 787,82
	Mobiliers écoles	1 056,15

2 188	Matériels divers	75 516,44
	Mobiliers urbains : corbeilles, potelets	34 707,90
	Matériels pour les ateliers et espaces verts	14 411,80
	Plaques Cimetière Leclerc	12 474,28
	Equipement de jeux (Parc de loisirs, aire de jeux)	10 067,93
	Matériel restaurant scolaire	2 114,53
	Matériel police municipale	1 435,20
	Espace Mosaïque et animation jeunesse : petits électroménagers	304,80

907	Requalification Rue J.Valès	71 408,38
------------	-----------------------------	------------------

909	Eglise Notre Dame	4 854,34
------------	-------------------	-----------------

911	Valorisation des façades de l' Hôtel de Ville	467 389,64
------------	---	-------------------

913	Conservatoire de musique	38 433,86
------------	--------------------------	------------------

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT

2 193 873,38

2. Etat des reports de la section investissement

Etat des recettes reportées 2013

10.222	FCTVA	34 345,75
	FCTVA	34 345,75
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		34 345,75

- Pour rappel, dans le cadre des investissements décidés au titre de l'année 2013, il avait été prévu de contracter dans le budget 2013 un emprunt d'environ 1 000 000 €.
- Les reports importants de la section investissement ont donc également permis de reporter la contraction de ce nouvel emprunt pour la ville.
- Néanmoins, force est de constater qu'il découlera dans le budget supplémentaire des prises de décisions importantes par rapport aux investissements décalés...
- En attendant, une ouverture d'une ligne de crédit est nécessaire pour palier les insuffisances ponctuelles de liquidités à très court terme... (entre 1 M€ et 1,5 M€).

Section 3 Le budget primitif 2014

01. Rétrospective sur les dépenses et recettes de fonctionnement

02. Etat des restes à réaliser de l'année 2013 (investissements)

03. Le budget primitif 2014

1. Les recettes de fonctionnement
2. Les dépenses de fonctionnement
3. Les dépenses d'investissement
4. Le financement

3. Les caractéristiques de fonctionnement

Le budget 2014 est bâti en fonction des axes suivants :

- Recettes en augmentation de 2,9 % sans relèvement des taux d'imposition
- Augmentation des dépenses de personnel engendrées par le recrutement d'emplois d'avenir et l'augmentation des cotisations retraite
- Taux légal pour les emprunts Dexia actuellement en contentieux : 0,04 %
- Réserve frais financiers pour risque et charges en augmentation (différentiel croissant entre le taux contractuel et le taux légal)
- Limitation des subventions (chapitre 65) aux associations et aux organismes (CCAS notamment) fixant une provision équivalent à 60 % du montant de la subvention annuelle allouée lors du précédent exercice
- Un budget complémentaire sera ensuite proposé pour définir les priorités 2014 en fonction des possibilités des finances de la ville.



Fonctionnement contributions locales

BASES : +0,9%

	2013 (Etat 1288 du 16 décembre 2013)	2014 (Etat 1259 établi le 06 mars 2014)
Taxe d'habitation	15 595 701 €	16 075 000 €
Foncier Bâti	14 233 040 €	14 641 000 €
Foncier non bâti	52 725 €	51 700 €

TAUX : 0 %

	2013	2014
Taxe d'habitation	31,22%	31,22%
Foncier Bâti	27,96%	27,96%
Foncier non bâti	76,21%	76,21%

Produits versés par les contribuables

	2013	2014
Taxe d'habitation	4 868 978 €	5 018 615 €
Foncier Bâti	3 979 558 €	4 093 624 €
Foncier non bâti	40 182 €	39 401 €

TOTAL	8 888 718 €	9 151 640 €
--------------	--------------------	--------------------

Rappel : Montant budgété en 2013 : 8 668 500 €



Fonctionnement - Recettes

	BP 2013	CA 2013	BP 2014
Produits de gestion courante			
Remboursement de 2 emplois adulte-relais dans le cadre du CUCS	56 200 €	73 575 €	59 000 €
Ventes de produits	1 208 500 €	1 278 713 €	1 217 400 €
Impôts et taxes	12 547 345 €	12 909 875 €	13 076 130 €
Contributions directes	8 668 500 €	8 985 957 €	9 151 640 €
Attribution de compensation LMCU	2 402 610 €	2 402 611 €	2 402 610 €
Dotation de solidarité communautaire	440 235 €	448 576 €	448 576 €
Droit de mutation	650 000 €	532 254 €	533 000 €
Fonds de Péréquation des ressources intercommunales et communales	54 000 €	166 794 €	166 794 €
Dotations, Subventions, Participations	9 100 355 €	9 301 562 €	9 239 970 €
DGF	4 327 595 €	4 309 148 €	4 046 617 €
Dotation de Solidarité Urbaine	2 587 750 €	2 922 318 €	3 091 000 €
Dotation nationale de péréquation	580 735 €	518 301 €	464 915 €
Reversement emplois d'avenir			112 000 €
Allocations compensatrices	461 000 €	486 300 €	484 238 €
Autres produits de gestion courante	603 600 €	748 367 €	604 500 €
Excédent RME	560 000 €	700 000 €	560 000 €
Autres produits de gestion courante		22 267 €	
Reprises sur provisions		703 821 €	
Opérations d'ordre liées aux cessions		6 486 €	
TOTAL	23 516 000 €	25 044 665 €	24 197 000 €

+ 2,9 %

BP2014/BP2013





Fonctionnement - Dépenses

	BP 2013	BS 2013	CA 2013	BP 2014
Charges à caractère général	5 154 890 €		5 143 110 €	5 372 600 €
Achats et variations de stocks	3 062 515 €		3 294 733 €	3 259 196 €
Services extérieurs	2 004 775 €		1 776 161 €	2 025 804 €
Impôts,taxes et versements extérieurs	87 600 €		72 216 €	87 600 €
Charges de personnel et frais assimilés	12 100 000 €	400 000 €	12 192 955 €	12 700 000 €
Autres services extérieurs	49 480 €		46 017 €	52 000 €
Impôts,taxes et versements extérieurs	304 320 €		312 682 €	352 600 €
Charges de personnel et frais assimilés	11 746 200 €	400 000 €	11 834 255 €	12 295 400 €
Charges financières	1 206 000 €	400 000 €	1 792 056 €	1 166 000 €
Remboursement emprunt	506 000 €		1 029 222 €	346 000 €
Dotations pour risques et charges	700 000 €	400 000 €	762 834 €	820 000 €
Autres charges de gestion courante	997 690 €		753 147 €	936 350 €
Subvention au CCAS	1 290 700 €		1 290 700 €	1 290 700 €
Subvention à la caisse des écoles	20 000 €		35 000 €	35 000 €
Subvention aux associations	697 160 €		680 066 €	689 260 €
Charges exceptionnelles	19 800 €		9 997 €	14 900 €
Dépenses imprévues		721 920 €		
TOTAL DEPENSES RELLES	21 466 440 €		21 887 034 €	22 204 810 €
Autofinancement	2 029 760 €		1 242 066 €	1 992 190 €
TOTAL GENERAL	23 496 200 €	1 521 920 €	23 129 100 €	24 197 000 €





Fonctionnement - Dépenses

Des dépenses au service de nos ambitions

Enseignement et formation	3 412 700 €
Interventions sociales	2 332 060 €
Sports et jeunesse	2 164 915 €
Aménagements des services urbains, environnement	1 712 245 €
Famille et logement	1 653 570 €
Culture	1 228 380 €
Sécurité et salubrité	591 300 €
Action économique	431 235 €



Fonctionnement - Balance

RECETTES		DEPENSES	
Mouvements réels	24 197 000 €	Mouvements réels	22 204 810 €
Atténuations de charges	59 000 €	Charges à caractère général	5 372 600 €
Produits des services et du domaine	1 217 400 €	Charges de personnel et frais assimilés	12 700 000 €
Impôts et taxes	13 076 130 €	Autres charges de gestion courante	936 350 €
Dotations et participations	9 239 970 €	Subvention à la Caisse des Ecoles	35 000 €
Autres produits de gestion courante	604 500 €	Subvention au CCAS	1 290 700 €
		Autres subventions	689 260 €
		Charges financières	346 000 €
		Charges exceptionnelles	14 900 €
		Dotations pour risques et charges	820 000 €
		Mouvements d'autofinancement	1 992 190 €
		Virement à la section d'investissement	817 190 €
		Dotations aux amortissements	1 175 000 €
TOTAL	24 197 000 €	TOTAL	24 197 000 €



Investissement - Balance

RECETTES		DEPENSES	
Mouvements réels	1 879 610 €	Mouvements réels	3 871 800 €
Dotations et fonds globalisés	528 610 €	Remboursements d'emprunts	1 065 000 €
Subventions	1 351 000 €	Immobilisations incorporelles	98 480 €
		Immobilisations corporelles	949 860 €
		Requalification Rue J.Valès	927 500 €
		Valorisation des façades de l'Hôtel de Ville	790 960 €
		Avances forfaitaires	40 000 €
Mouvements d'autofinancement	1 992 190 €		
Virement de la section de fonctionnement	817 190 €		
Amortissements	1 175 000 €		
TOTAL	3 871 800 €	TOTAL	3 871 800 €





Principaux investissements

Requalification rue Jules Valles	927 500 €
Valorisation des façades de l'Hôtel de ville	790 960 €
Accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées	247 480 €
Préservation et mise en conformité du patrimoine communal	220 500 €
Acquisition de divers matériels et mobiliers	166 150 €
Eclairage public	104 500 €
Renouvellement de matériel informatique	47 650 €
Extension de l'Ecole La Fontaine	50 000 €
Vidéoprotection	43 400 €
Construction d'un columbarium au cimetière Delory	39 500 €
Acquisition de nouveaux logiciels	18 700 €







Synthèse du budget primitif 2014

FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
24 197 000 €	3 871 800 €	28 068 800 €

3. Un budget primitif 2014 de transition

Les choix en matière de dépenses de fonctionnement

L'objectif est de réaliser des efforts de rigueur de la gestion communale tout en maintenant un service public de qualité, les dépenses réelles de fonctionnement proposées au budget primitif 2014 seront à minima.

Le budget primitif aura pour but :

- d'assurer la continuité des services, la paie, les affaires courantes (chapitre 011 et 012) ;
- de réaliser les travaux d'entretien en fonctionnement (peintures dans les bâtiments par exemple) feront l'objet d'une liste et d'arbitrage de notre équipe ;
- de régler les charges financières estimées en 2014 à 330 K€ (chapitre 66) ;
- de voter des subventions (chapitre 65) aux associations et aux organismes (CCAS notamment) – dans le cadre de ce budget primitif il sera proposé une délibération fixant une provision équivalente à 60 % du montant de la subvention annuelle allouée lors du précédent exercice.

Un budget complémentaire sera ensuite proposé pour définir les priorités 2014 en fonction des possibilités des finances de la ville.

3. Un budget primitif 2014 de transition

Les choix en matière de dépenses d'investissement

➤ Terminer les travaux engagés et les restes à réaliser de 2013 ...

- Continuation de la requalification rue Jules Vallès ;
- Poursuite de la mise aux normes de l'accessibilité des bâtiments communaux ;
- Revalorisation de la façade de l'Hôtel de Ville ;
- Vidéo protection ;
- Eclairage public ;
- Entretien du patrimoine (remplacement des fenêtres à l'école Florian....) ;
- Achat de mobilier urbain ;
- Réaménagement de la place Jean Jaurès ;
- Mairie Annexe Eurasanté.

Dans le cadre des réflexions en matière d'investissement plusieurs bâtiments municipaux délaissés sont également à l'étude : le Pensionnat, l'Espace F. Mitterrand, l'Ecole de Musique actuelle...

Conclusion

Le budget 2014 doit être un budget ambitieux, déterminé et responsable.

- Ambitieux car il doit permettre de maintenir notre effort pour la solidarité, le logement, les crèches et la proximité.
- Déterminé car il doit permettre de tenir nos engagements.
- Responsable car il n'obère pas l'avenir et doit permettre à la ville de Loos de se développer dans les prochaines années.

Grâce à une gestion budgétaire rigoureuse, nous pourrons aborder cette période de crise en continuant à maîtriser les dépenses publiques et à bloquer la part communale de la fiscalité malgré l'effort budgétaire très important et inédit que demande le gouvernement aux collectivités.

**Merci de votre
attention**

